

## COMPTE RENDU CTL du 18/04/2018

Ce jour se tenait le 1<sup>er</sup> CTL faisant suite à la journée de très haute mobilisation à la DGFIP. En effet, avec un taux national de près de 40 %, et plus encore pour la direction du Nord, quelle fut la réponse à la colère exprimée à cette occasion par les agents ? Aucune, sauf mépris et arrogance.

Alors que le gouvernement détruit consciencieusement tout ce qui constitue le statut de fonctionnaire et en même temps les fonction et service publics, le président de séance annonce qu'il n'a aucune information sur Cap 2022, ni sur les décisions prises au niveau de la fonction publique. Et à quoi serait dû ce manque d'information d'après la DRFIP 59 ? Au fait que nous soyons en province et que toutes les décisions se prennent à Paris sans discussion avec le local...

Les propositions qui doivent être arbitrées sur l'Adaptation Service Réseau n'ont toujours pas été communiquées au DRFIP. Et celui-ci, en bon petit soldat, n'a pas voulu nous communiquer celles qu'il avait faites au ministère.

Solidaires Finances Publiques a donc exigé que soient transmises aux organisations syndicales ces décisions dès réception, et non lors du prochain CTL.

### Bilan de la formation professionnelle

La formation a représenté 3,14 jours par agent. Le pourcentage d'agents ayant suivi une formation a été de 76 %. 30 % des sessions ont eu lieu hors de Lille. 50 % des journées ont été organisées par la DRFIP59. La e-formation a représenté 219 sessions et a concerné 1949 agents. On a observé une baisse de l'absentéisme en présentiel, mais pas en e-formation (on passe de 28,23 % en 2016 à 38 % en 2017). Solidaires Finances Publiques a demandé que soit distingué le nombre de formations obligatoires par rapport à l'ensemble (notamment les formations demandées par les agents).

Interrogée par Solidaires Finances Publiques sur le faible taux d'utilisation des espaces dédiés aux e-formation, l'Administration n'a fait que confirmer l'implantation insuffisante de ces espaces. Il est néanmoins souligné la difficulté technique de devoir accéder à la formation via un lien envoyé sur la messagerie professionnelle des agents, messagerie inaccessible depuis les postes dédiés.

Solidaires Finances Publiques 59  
Cité Administrative - 9<sup>e</sup> étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE  
Tél : 03 20 95 63 90



[solidairesfinancespubliques.drif59@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.drif59@dgfip.finances.gouv.fr)  
[solidairesfinancespubliques59@gmail.com](mailto:solidairesfinancespubliques59@gmail.com)  
[Solidairesfinancespubliques59@facebook.com](https://www.facebook.com/Solidairesfinancespubliques59)

Les agents du Centre Prélèvement Service se sont étonnés du calendrier de leur formation sur le prélèvement à la source (formation prévue en juin 2018), l'administration n'ayant offert qu'une demi-journée d'information insuffisante en termes théorique et pratique. L'administration attend que les agents du CPS fassent remonter leurs questions via leur responsable, afin de leur apporter des réponses.

## QUESTIONS DIVERSES

### Journées de grèves SNCF compensées.

C'est une demande intersyndicale, sur la possibilité de rejoindre un service proche de son domicile ou d'obtenir une autorisation d'absence exceptionnelle. La Direction rappelle le dispositif national à savoir :

- soit le pointage sur plage fixe,
- soit la journée standard passée sur AGORA (le service abonde en fonction du module de l'agent),
- soit une autorisation d'absence exceptionnelle.

La modalité « rejoindre un service propre » n'a pas été ouverte par la DG.

### CFP de Douai

2 personnes de l'immobilier sont venues prendre des mesures au CFP de Douai : pourquoi ? La Direction a répondu que des personnes de l'Immobilier font un recensement des espaces disponibles au sein des locaux, afin d'étudier la possibilité de recevoir d'autres services de la Direction, voir d'autres administrations. Mais à ce jour aucun détail n'est partagé par la Direction.

### Situation du PCE de Lille

La situation du PCE de Lille a été évoquée et plus généralement la pression exercée sur les agents qui devront participer à la campagne de déclarations des revenus alors que leur service n'est pas directement concerné. Réponse de la Direction : effectivement c'est une obligation de participer à la campagne, cela n'influence en rien le programme du PCE, et des autres services, on ne demande pas aux agents de faire plus d'heures !!!

La Direction dit rester ouverte sur le volume de dossiers contentieux. A Suivre....

### Cantine de Tourcoing.

Le départ du cuisinier actuel, inquiète les agents. La direction précise que la gestion du personnel appartient à ELIOR et que le poste sera pourvu au regard du contrat en cours.

